



L'OPINION FACE AUX VIOLENCES URBAINES : UNE DEMANDE DE SEVERITE ACCRUE

Déjà publiés

» N°90 : Les Français et l'Europe : un divorce en trompe-l'œil

» N°89 : Wallons, Suisses romands et Français : une étonnante communauté de pensée

» N°88 : Le vote des musulmans à l'élection présidentielle

» N°87 : Les ressorts de la dynamique frontiste dans la 3^{ème} circonscription du Lot-et-Garonne

» N°86 : De Gamaches à Saint-Gilles : la base de l'UMP tentée par des accords avec le FN

» N°85 : Les Français et la politique de défense

» N°84 : Les Français et l'amnistie sociale

» N°83 : Le Rolling : un instrument novateur pendant la campagne présidentielle de 2012

» N°82 : L'effet caché de l'affaire Cahuzac dans l'opinion

» N°81 : Libye : La menace islamiste a survécu à la « Révolution de Jasmin »

» N°80 : Les éléments d'analyses sur l'échec du référendum alsacien

» N°79 : François Hollande et les catholiques

» N°78 : Législative partielle dans la 2^{nde} circonscription de l'Oise : un « front républicain » de moins en moins étanche

» N°77 : L'électorat des chasseurs : quand les fusils se rendent aux urnes

» Suite au contrôle par les policiers d'une femme portant un voile intégral à Trappes le jeudi 18 juillet, la situation allait rapidement se tendre et cette ville des Yvelines allait connaître deux nuits de violences au cours desquelles plusieurs centaines de jeunes affrontèrent les forces de l'ordre. Alors que de nombreuses personnalités politiques ont pris position suite à ces événements, il ressort des études réalisées par l'Ifop que l'opinion publique porte un regard très dur à la fois sur la réaction du gouvernement mais aussi sur les causes perçues de ces violences urbaines.

1- Emeute de Trappes : une réaction du gouvernement pas assez ferme pour 56% des Français

Interrogés quelques jours après les violences qui ont éclaté dans la ville de Trappes, les Français jugent sévèrement la manière dont le gouvernement a réagi face à ces événements. Une nette majorité des interviewés (56%) déclare ainsi que le gouvernement n'a pas assez fermement agi en réponse à ces violences urbaines, 42% estimant que sa réaction a été appropriée et seulement 2% qu'elle a été trop ferme¹. C'est dans les catégories les plus modestes de la population que le manque de fermeté face aux émeutiers de Trappes est le plus critiqué : 67% des ouvriers et 58% des employés sont sur cette position contre seulement 42% des professions libérales et des cadres supérieurs.

Le jugement sur la réaction du gouvernement face aux violences de Trappes

Le gouvernement a réagi...	Ensemble des Français (%)	Sympathisants de gauche (%)	Sympathisants de l'UMP (%)	Sympathisants du FN (%)
• Trop fermement	2	5	1	1
• Comme il faut	42	64	31	8
• Pas assez fermement	56	31	68	91
TOTAL	100	100	100	100

Bien entendu, les réponses sont également très clivées politiquement sur un sujet comme celui-ci qui a fait, de surcroît, l'objet d'un affrontement entre la majorité et l'opposition par médias interposés. Si la fermeté de la réaction du gouvernement face aux violences est jugée adéquate par deux tiers des sympathisants de gauche (64%), les sympathisants de droite et d'extrême-droite fustigent, quant à eux, la « mollesse » du gouvernement. Deux tiers des soutiens de l'UMP (68%) et la quasi-totalité de ceux du Front National (91%) pointent ainsi un manque de fermeté de la part du pouvoir exécutif à cette occasion. On notera néanmoins que près d'un tiers des sympathisants de gauche regrette également une réaction insuffisamment musclée du gouvernement, signe d'un durcissement plus global de la société française face aux violences urbaines.

Ainsi, à la même question posée en novembre 2005 lors des émeutes qui avaient embrasé de très nombreuses banlieues pendant trois semaines, nous obtenions des résultats sensiblement différents. A l'époque, seules 25% des personnes interrogées estimaient que le Ministre de l'intérieur n'avait pas fait preuve d'assez de fermeté (contre 56 % aujourd'hui), 23% pensaient qu'il avait été trop ferme (contre 2%) et 48% qu'il avait adopté la fermeté nécessaire (versus 42% aujourd'hui).

Le contexte de l'époque était certes différent (une vague d'émeutes de plusieurs semaines dans de très nombreuses banlieues françaises suite au drame de l'électrocution de deux adolescents à Clichy-sous-Bois versus deux nuits d'affrontement localisés à Trappes suite au contrôle d'une jeune femme voilée), la réaction du Ministre de l'Intérieur de l'époque également (c'est à cette occasion que Nicolas Sarkozy avait évoqué « la racaille et le karcher »), mais les écarts sont néanmoins très marqués et dénotent une demande de fermeté accrue vis-à-vis de ce type d'événements.

¹ Sondage Ifop pour Valeurs Actuelles, réalisé par internet du 24 au 26 juillet 2013 auprès d'un échantillon de 1005 personnes

2- Un changement de regard sur les causes perçues des violences urbaines

Le fait que la situation à Trappes ait dégénéré suite à l'application par des policiers de la loi portant sur l'interdiction du voile islamique intégral dans la rue a sans doute contribué à l'exaspération de toute une partie de l'opinion publique, très remontée face à ce comportement vestimentaire. Interrogés à ce sujet en novembre 2012, 63% des Français se déclaraient ainsi opposés au port du voile ou du foulard dans la rue et 89% pour ce qui est des crèches et des écoles publiques. Et plus récemment en mars 2013, suite à l'annulation par la Cour de cassation du licenciement d'une employée voilée de la crèche privée Baby-Loup dans les Yvelines, 84% des personnes interrogées se disaient opposées au port du voile ou du foulard islamique par des femmes travaillant dans des lieux privés accueillant du public (commerces, supermarchés, cabinets médicaux, crèches et écoles privées ...)².

La demande croissante d'une réponse plus ferme face aux violences urbaines tient sans doute aussi au fait qu'aucune évolution positive n'est perçue concernant la situation dans les banlieues depuis plusieurs années. A l'automne 2006, soit un an après les émeutes de 2005, 96% des Français pensaient que de tels événements pouvaient se reproduire³ et en février 2008, trois mois après les violences de Villiers-le-Bel, 94% des personnes interrogées faisaient le même diagnostic⁴.

Ce jugement pessimiste s'accompagne depuis quelques années d'une modification sensible du regard des Français sur les causes des violences dans les banlieues, de plus en plus perçues comme une conséquence d'une criminalité omniprésente et de moins en moins comme s'expliquant par des facteurs sociaux. Fort de ce constat, en juin 2011⁵, 57% des sondés se disaient favorables au recours à l'armée, compte-tenu de l'insécurité existant dans certains quartiers sensibles.

Comme on peut le voir sur le tableau suivant, actuellement 46% des Français mettent en cause avant tout la présence de bandes organisées et le trafic de drogue comme principal facteur explicatif de ces violences⁶. A un niveau inférieur, la démission des parents (35% de citations), la présence d'un nombre important d'immigrés dans ces villes ou quartiers (32%) et le chômage des jeunes (28%) sont également invoqués. Alors que les événements ont éclaté à Trappes à la suite d'un contrôle d'identité et que certains habitants ont pointé le manque de respect dont ils seraient quotidiennement victimes de la part des policiers, seuls 7% des Français interrogés évoquent les tensions entre les jeunes et la police⁷.

² Sondage Ifop pour Dimanche Ouest-France, réalisé par internet du 19 au 21 mars 2013 auprès d'un échantillon national représentatif de 1004 personnes

³ Sondage Ifop pour la Délégation Interministérielle à la Ville, réalisé par téléphone du 28 septembre au 5 octobre 2006 auprès d'un échantillon national représentatif de 1006 personnes.

⁴ Sondage Ifop pour le Figaro, réalisé par internet du 4 au 5 février 2008 auprès d'un échantillon national représentatif de 1023 personnes.

⁵ Sondage Ifop pour France Soir, réalisé par internet du 7 au 9 juin 2011 auprès d'un échantillon national représentatif de 1013 personnes.

⁶ Sondage Ifop pour Atlantico.fr, réalisé par internet du 29 au 31 juillet 2013 auprès d'un échantillon de 1005 personnes

⁷ On notera également à ce propos que, selon une enquête réalisée en mars dernier par l'Ifop pour le SIG auprès d'un échantillon représentatif de 803 habitants de Zones Urbaines Sensibles, 62 % de ces derniers déclaraient que les forces de l'ordre n'étaient pas assez présentes dans leur quartier, 35% les jugeant suffisamment présentes et 3% trop présentes, ce qui vient relativiser les discours sur une pression policière excessive dans ces territoires.

L'évolution des perceptions des causes des violences dans les banlieues

	Rappel Octobre 2006 11 mois après les émeutes de Clichy- sous-Bois (%)	Rappel Février 2008 2 mois après les émeutes de Villiers-le-Bel (%)	Ensemble Juillet 2013 10 jours après les événements de Trappes (%)
• La présence de bandes organisées et le trafic de drogue	29	37	46
• La démission des parents	44	42	35
• La présence d'un nombre important d'immigrés dans ces villes ou quartiers	23	22	32
• Le chômage des jeunes	33	25	28
• Les défaillances du système éducatif	14	14	14
• Les tensions entre les jeunes et la police	11	13	7
• Le manque de mixité sociale	NP	9	7
• Les discriminations vécues par les habitants de ces quartiers	11	14	6
• Le manque de moyens alloués aux associations et la présence insuffisante de travailleurs sociaux	10	10	6
• Le logement et l'urbanisme des quartiers concernés	7	8	5
TOTAL	(*)	(*)	(*)

NB : NP = item non posé - () Total supérieur à 100, les interviewés ayant pu donner deux réponses*

La comparaison avec de précédentes enquêtes réalisées à la suite des émeutes de Clichy-sous-Bois en 2005 et de Villiers-le-Bel en 2007 fait état d'un durcissement des positions des Français par rapports aux violences dans les banlieues. La délinquance, via la présence de bandes organisées et le trafic de drogue (46%, + 9 points par rapport à 2008 et + 17 points par rapport à 2006) est ainsi de plus en plus mise en avant pour expliquer ces événements. Alors que cette cause n'arrivait qu'en troisième position en 2006 et en seconde position en 2008, elle se place désormais, et de loin, en tête des facteurs expliquant selon les Français les violences en banlieue. De la même façon, 32% des personnes interrogées évoquent la présence d'un nombre important d'immigrés dans ces villes ou quartiers (+ 10 points par rapport à 2008). A contrario, les facteurs sociaux, comme la démission des parents (35%, - 7 points par rapport à 2008), le chômage des jeunes (28% et + 3 points seulement par rapport à 2008 alors que nous sommes en période de crise économique et sociale et de haut niveau de chômage) ou les discriminations vécues par les habitants de ces quartiers (14%, - 6 points) ou bien encore le manque de moyens alloués aux associations et la présence insuffisante de travailleurs sociaux (6%, - 4 points) apparaissent en retrait.

Comme l'indique le tableau suivant, les racines perçues des violences urbaines varient sensiblement selon la sensibilité partisane. Les sympathisants de l'UMP et du FN évoquent plus spontanément que les proches de la gauche la présence de bandes organisées et le trafic de drogue mais aussi la présence d'un nombre trop important d'immigrés dans ces villes ou quartiers, facteur, qui avec 63% de citations est la cause principale aux yeux des soutiens du FN, qui apparaissent, une nouvelle fois, très fortement polarisés sur la thématique de l'immigration.

Les causes des violences dans les banlieues selon la sympathie partisane

	Ensemble des Français Juillet 2013	Sympathi- sants de gauche	Sympathi- sants de l'UMP	Sympathi- sants du Front National
	(%)	(%)	(%)	(%)
• La présence de bandes organisées et le trafic de drogue	46	40	54	53
• La démission des parents	35	31	42	37
• La présence d'un nombre important d'immigrés dans ces villes ou quartiers	32	12	42	63
• Le chômage des jeunes	28	39	26	13
• Les défaillances du système éducatif	14	14	15	10
• Les tensions entre les jeunes et la police	7	9	5	4
• Le manque de mixité sociale	7	9	4	1
• Les discriminations vécues par les habitants de ces quartiers	6	11	2	1
• Le manque de moyens alloués aux associations et la présence insuffisante de travailleurs sociaux	6	11	2	-
• Le logement et l'urbanisme des quartiers concernés	5	10	1	1
TOTAL	(*)	(*)	(*)	(*)

Les sympathisants de gauche, quant à eux, insistent beaucoup plus sur les causes sociales : chômage des jeunes, discrimination, manque de moyens du milieu associatif et les problèmes urbanistiques. Pour autant, on notera que la présence de bandes organisées et le trafic de drogue, si elle est moins citée qu'à droite, arrive néanmoins en tête dans cet électorat à égalité avec le chômage des jeunes (40% contre 39%).

La comparaison avec les résultats de l'enquête de 2008 fait d'ailleurs apparaître un durcissement du regard porté par l'électorat de gauche sur les violences urbaines. On enregistre certes une progression de 9 points sur l'item « le chômage des jeunes » mais la hausse est près de deux fois supérieure concernant la présence de bandes organisées et le trafic de drogue : +17 points (alors que le taux de citation reste stable dans l'électorat UMP).

Illustration du changement de grille de lecture intervenue en quelques années, parallèlement à cette prise en compte de plus en plus forte du grand banditisme et de l'économie souterraine dans l'origine des violences urbaines, les sympathisants de gauche citent nettement moins qu'en 2008 les discriminations vécues par les habitants de ces quartiers (25% en 2008, 11% aujourd'hui), le manque de moyens alloués au secteur associatif (20 % contre 11 % actuellement) ou bien encore le manque de mixité sociale (16% contre 9% actuellement) et enfin les tensions entre les jeunes et la police (15% contre 9% désormais). A ce changement de perception de l'opinion publique mais aussi et surtout de l'électorat de gauche sur les causes des violences urbaines a correspondu un ajustement du discours du Parti Socialiste. Les propos martiaux tenus par Manuel Valls sur la reconquête des quartiers populaires et la guerre à mener à l'économie mafieuse citée par cité semblent en effet bien s'inscrire dans le climat d'opinion prévalant désormais sur ce sujet.

Retrouvez toutes les analyses Ifop Focus sur www.ifop.com

Ces analyses sont publiées par le Département Opinion et Stratégies d'Entreprises de l'Ifop.
Pour tout renseignement complémentaire, merci de contacter :

Jérôme Fourquet – Directeur du Département Opinion et Stratégies d'Entreprises
jerome.fourquet@ifop.com